

En Europe, les données recueillies jusqu'en mai 2021 font état d'un total de près de 47 millions d'infections par le coronavirus, dont 1,2 million de décès.

Dans le secteur alimentaire, la pandémie a été marquée par deux dynamiques principales. Premièrement, du côté de la production, on a pu constater la forte dépendance de l'Europe à la main-d'œuvre migrante pour son modèle de production intensive. Au cours des premiers mois de la pandémie, des cas de violation des droits des travailleur·euse·s migrant·e·s ont été constatés. La fermeture des frontières a eu pour effet de "piéger" de nombreux·ses travailleur·euse·s dans les pays où ils travaillaient. La forte dépendance de certains pays vis-à-vis des travailleur·euse·s agricoles a également conduit à l'adoption de quotas spécifiques pour ces personnes, tout en ignorant les mesures préventives qui avaient été recommandées pendant la pandémie. En de nombreuses occasions, les travailleur·euse·s agricoles n'ont même pas reçu de masque ni d'équipement de sécurité pour leur travail, ce qui les a placé·e·s dans une situation de vulnérabilité particulière. L'**Italie** a opté pour une régularisation temporaire des sans-papier.

Avant même la pandémie, le Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté, Philip Alston, avait déjà dénoncé la violation des droits des travailleuses agricoles en Espagne, notamment leurs conditions de vie inhumaines. En réaction, le gouvernement espagnol a procédé à des inspections dans les exploitations et ordonné le paiement de plus de 12 millions d'euros d'amendes pour des infractions au droit du travail (jusqu'en mars 2021).

→ Voir la vidéo de Jornaleras de Huelva en Lucha

Outre la situation des travailleur·se·s agricoles, les mesures restrictives prises l'année dernière par les gouvernements ont placé au centre du débat les activités devant être considérées comme essentielles. Bien que l'agriculture soit considérée comme une activité essentielle, c'est principalement l'agriculture à grande échelle qui a été incluse, et non la production à petite échelle ou les jardins de subsistance. Cela s'est traduit dans un premier temps par des mesures telles que la fermeture des marchés paysans au motif qu'ils n'étaient pas sûrs. De même, l'accès aux jardins urbains et de subsistance a été restreint, alors que de nombreuses personnes - en particulier les retraité·e·s et les personnes à faible revenu - en dépendent pour compléter leur régime alimentaire. Ces mesures ont fortement restreint l'accès de la population aux aliments frais et de saison, tout en affectant gravement de nombreuses petites exploitations agricoles.

Dans ce contexte, il convient de souligner la situation à laquelle ont été confrontées certaines agricultrices. Au moment du confinement, la liberté de mouvement était limitée : les agricultrices qui voulaient se rendre dans leurs champs ou leurs parcelles devaient présenter une preuve de propriété foncière. La réalité, cependant, est que la propriété foncière est principalement entre les mains des hommes, de sorte que même si les femmes travaillent également dans la production alimentaire, elles se sont retrouvées avec un accès bloqué à leurs sites de production. La pandémie a également mis en lumière le vieillissement de la population paysanne. La plupart de ceux et celles qui travaillent dans la production

alimentaire font également partie du **groupe le plus à risque**, ce qui les empêche de se livrer à leurs activités habituelles.

Les différentes périodes de confinement ont également limité l'accès des enfants aux écoles et donc à la nourriture fournie par les cantines scolaires. Les familles disposant de moins de ressources et ayant droit à des repas scolaires gratuits se sont vu proposer de la nourriture par différents canaux. Dans certains endroits, cela a été organisé par l'école elle-même, tandis que dans d'autres, comme à Madrid (Espagne), suite à un **accord avec Telepizza** (une chaîne de restauration rapide de pizzas), des milliers d'enfants ont été nourris quotidiennement pendant plusieurs mois avec des aliments ultra-transformés.

Au cours de l'année écoulée, la faim est devenue plus visible que jamais en Europe, et la demande d'aide alimentaire a considérablement augmenté dans tous les pays. En **France**, les chiffres suggèrent que jusqu'à **8 millions de personnes** pourraient avoir besoin d'une aide alimentaire, tandis qu'en **Espagne**, la demande enregistrée a augmenté de **plus 600 000 de personnes** au cours de l'année dernière, bien que ce chiffre ne tienne pas compte des personnes qui se tournent vers d'autres canaux informels. Face à ces situations, les réponses ont été variées : de nombreux gouvernements ont opté pour une approche basée sur l'aide sociale par le biais de bons d'achat, ainsi que d'autres canaux qui dépendent du travail bénévole au sein des communautés. Dans certains pays, les services sociaux ont été débordés et ont orienté les personnes en situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire vers des entités caritatives ou vers des espaces articulés par des mouvements sociaux. Dans la plupart des cas, la priorité était de résoudre l'urgence de remplir les estomacs, sans prendre en compte le droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates (RtFN) de ces personnes.

#### **ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE**

Une société civile organisée et des groupes de soutien sont apparus dans les quartiers et les villes, développant leurs propres réponses pour aider ceux et celles qui ne disposaient pas des ressources nécessaires pour accéder à la nourriture. Au sein de ces groupes de soutien, les femmes productrices et les petites entreprises ont formé des réseaux pour soutenir leurs voisins.

De même, face à cette crise, des initiatives de cuisines communautaires ont vu le jour. Entre-temps, les **groupes existants d'agriculture soutenue par la communauté (ASC) ont fait preuve de résilience**, ont vu la demande pour leurs produits augmenter et ont également intégré de nouvelles formules de solidarité pour atteindre les personnes privées des ressources monétaires nécessaires à l'achat de nourriture.



Photo | Isa Álvarez Vispo